Le Journal de l'UD
Informations
N° 479
31 Octobre 2013 CGT 77

TOUT SE JOUE, MAIS RIEN N'EST JOUÉ !

EDITO

Une partie de la classe politique fortement secouée par « l'affaire léonarda », jeune Kosovare expulsée avec sa famille, est rattrapée par la jeunesse.

Spontanément, plusieurs dizaines de milliers de jeunes se sont mobilisés pour demander son retour en France.

Alors qu'une partie de la population porte le FN en haut des sondages, ce sont les jeunes qui donnent une leçon de solidarité à leurs parents.

C'est bien la notion de solidarité qu'il nous faut porter auprès des salariés, retraités et privés d'emploi pour construire les bases d'un rapport de force nécessaire au progrès social.

Car notre sort est lié, que l'on soit retraités ou actifs, que l'on soit du public ou du privé, que l'on soit travailleur ou chômeur, que l'on soit français ou non.

Pour cela il nous faut combattre l'idée que la richesse créée appartient aux actionnaires car c'est bien notre travail qui la génère.

Les véritables ennemis du progrès social ne sont pas les étrangers, ni les fonctionnaires, ni les chômeurs, ni les retraités, mais bien le patronat, les actionnaires et les financiers.

Porter partout le coût économique et social du capital comme frein au développement des femmes et des hommes, c'est sortir l'humain de la compétition dans laquelle un système économique pervers les a poussé.

A partir de nos exigences, travaillons avec les salariés, retraités et privés d'emploi, sur les alternatives nécessaires pour l'intérêt général, autour des salaires, pensions et minima sociaux, autour des questions d'emplois publics et privés pour répondre aux besoins et autour des questions de protection sociale et notamment la retraite.

Ce qui se joue dans l'hémicycle se doit d'être bénéfique pour le plus grand nombre, cela relève d'un choix de société.

Les retraites pour gagner le droit de profiter de la vie à 60 ans.

Le budget de l'état qui devait être basé sur une fiscalité plus juste pour financer notamment des services 100 % publics de proximité.

Le PLFSS (Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale), afin de permettre la réduction des inégalités et assurer à tous un socle commun de droit.

Pour combattre l'ennemi de classe qu'est le capital, il nous faut argumenter et être convaincu.

La CGT se lance dans une campagne autour du coût du capital. Nous devons nous en saisir pour mettre dos à dos le patronat et les acteurs politiques complaisants.

D'autres choix sont possibles, gagnons ensemble un autre partage des richesses créées par notre travail.

Pour cela, nous devons être nous même convaincus de ce que nous portons, la lecture CGT, la formation et la vie syndicale, sont les outils à consommer sans modération.

Fraternellement,

Patrick MASSON

Sommaire

Page 1	Edito
Pages 2-3	Orga—Vie Syndicale
Page 4	Educ'action
Page 5	Pub
Page 6	Pub
Encart	Coût du capital

Le Journal de l'UD CGT 77
15, rue Pajol
77007 Melun Cedex
Tél. 01.64.14.26.77
Fax 01.64.14.26.81
E -mail udcgt77@wanadoo.fr
Directeur de la publication :
Jean Louis CHOMET
Comité de rédaction :
La direction de l'UD CGT 77
Impression : UD CGT 77
Commission paritaire : 0515 S 07367
Prix de vente au numéro : 0 € 76
Mensuel

ORGA

Compteurs :

Référence FNI 2011 :	7848
FNI 2012 :	7 125
Bases nouvelles 2013 :	13

NOUVELLES ADHESIONS 2013 : 153

BIENVENUS-ES !

ETATS ORGA

	FNI			TIMBRE		
UL	**2011**	**2012**	**2013**	**2011**	**2012**	**2013**
CHELLES	179	157	72	1452	1307	259
COULOMMIERS	285	303	163	2386	3088	873
MARNE LA VALLEE	2134	1503	726	18077	12726	3262
MEAUX	693	595	399	6125	5322	1913
MELUN	1664	1796	1265	15300	16213	5620
MELUN SENART	741	784	385	6613	7399	1853
MITRY MORY	399	284	191	3311	2585	889
MONTEREAU	749	722	488	7222	7197	2080
NANGIS ET SES ENVIRONS	328	281	119	2988	2893	410
NEMOURS	288	313	217	2869	3045	629
PONTAULT COMBAULT	377	376	240	3040	3349	1094
SEINE-ET-MARNE	12	11	2	116	125	22
TOTAL GENERAL	**7848**	**7125**	**4266**	**69500**	**65249**	**18904**

LA SYNDICALISATION DOIT REDEVENIR UNE PRIORITE DANS NOS ORGANISATIONS !

Cette préoccupation est au centre de notre comité général extraordinaire qui se déroulera les 3 et 4 décembre prochains et de la rencontre des ULs le 12 novembre (voir l'agenda).
Mener la bataille idéologique et créer le rapport de force pour réorienter la société vers la satisfaction des besoins humains nécessitent d'être plus nombreux, informés, formés et en mesure d'argumenter, de démontrer, de prouver. Il nous faut, en Seine et Marne, renouer avec une dynamique de syndicalisation. Un projet de plan de travail vous sera soumis lors du comité général. Alors.... participons !

FORMATION SYNDICALE

La première semaine du niveau II a bien eu lieu à Melun du 14 au 18 octobre dernier.
Ce sont 11 stagiaires, qui ont pendant cette semaine, travaillé ensemble, débattu et construit leur connaissance.
Vivement la deuxième semaine ! C'est le sentiment qui ressortait à la fin de cette première semaine.

FORMATIONS A VENIR :

- Les 6 et 7 novembre : Elus et mandatés (Melun)
- Les 13 et 14 novembre : Représentativité (Nord 77)
- Du 2 au 6 décembre : Défenseur syndical
- Du 9 au 13 décembre : CHSCT

Niveau 1 :

- Du 2 au 6 décembre (Mitry)
- Du 9 au 15 décembre (MLV)

12 Novembre 2013 :

Rencontre des ULs à 9h00 dans la grande salle de l'UD.
Mutualisation, travail en commun, formation, syndicalisation…
En présence de Patrick BRODY, Conseiller Confédéral.

3 et 4 Décembre 2013 :

Comité Général extraordinaire de l'UD, à Bois Le Roi (Centre CCAS Marcel Paul – Rue Deneuvfle).

Ordre du jour :
- Le 3/12 au matin : Actualités sociales
- Le 3/12 après-midi : Représentativité en Seine-et-Marne
- Le 4/12 au matin : Plan pluriannuel de syndicalisation.

Changer de « braquet », passer un cap… inscrivez-vous !

12, 13 et 14 Mai 2014 :

60ème Congrès de l'UD CGT 77, à Nangis (Centre culturel mis à disposition par la Municipalité).
La CE du 22 Octobre dernier a validé les dates du 60ème Congrès de l'Union Départementale.

DOSSIER SYNDICALISATION

LE SYNDICAT CARREFOUR MARKET 77 : UN EXEMPLE A SUIVRE ?

Interview de Christine GAGNAIRE, Secrétaire du syndicat par Jean-Luc HACQUART :

JLH : Tu es Secrétaire d'un syndicat professionnel départemental. Il y a quelques années tu étais Secrétaire du syndicat de Champion à Bray-Sur-Seine.
Quelle est la réflexion, la demande, qui a motivé cette évolution ?

C.G : Le syndicat de Bray a été créé en mai 1995. En 2010, nous avions 8 syndiqués. J'étais Déléguée Syndicale et pour ce mandat, je visitais régulièrement les magasins de mon secteur (la Seine-et-Marne et une partie de l'Aube).
Je me suis aperçue que très souvent, les salariés étaient intéressés, discutaient avec moi en parlant de leur quotidien et souvent à l'occasion des élections professionnelles, étaient d'accord pour se syndiquer et être candidat. Je les envoyais donc à l'Union Locale de leur secteur où ils se syndiquaient.
L'UL déposait une liste (de 1, 2 ou 3 Camarades) et les syndiquaient en individuel. Je continuais à les suivre dans le cadre de mon mandat de DS.

JLH : Est-ce à ce moment que vous avez réfléchi à organiser ces syndiqués sur un syndicat départemental ?

C.G : Déjà l'idée cheminait, plusieurs discutions ont eu lieu à l'UD sur l'organisation des syndiqués, et surtout, il y a eu les résolutions du 49ème congrès : « pas de syndiqués sans syndicat ».
La mise en application de la résolution, ce n'est pas par discipline syndicale, c'est parce que cela correspondait à nos besoins de ces syndiqués isolés, de ces élus, qui ne pouvaient travailler collectivement.
Nous avons donc proposé, lors d'une Assemblée Générale, et surtout après de nombreux débats et de consultations, de déposer des statuts d'un syndicat Carrefour Market 77.
Un syndicat professionnel départemental où nos deux syndiqués d'Avon, les quatre d'Ecuelle, les cinq de Longperrier, les quatre de Rubelles, … peuvent construire ensemble les revendications et les actions CGT à mener pour les satisfaire.

JLH : Quel est le résultat aujourd'hui ?

C.G : Nous étions 8 en 2010, 13 en début 2013 et 22 aujourd'hui.
Nous avons organisé les syndiqués « isolés » de Carrefour Market sur le département mais nous avons aussi fait de nouveaux syndiqués et nous continuons.
Nous avons mené des batailles sur les temps de pause qui se sont soldés par 1 semaine de vacances supplémentaires pour les salariés du Carrefour Market de Rubelles. Aux élections à Rubelles, nous avons obtenu 3 élus CGT sur 4 et un élu CHSCT, et bien sur, nous avons gagné en crédibilité dans tous les magasins.
Beaucoup de nos syndiqués dans les magasins ont des mandats et ils sont nombreux à avoir fait le niveau 1 de formation syndicale. Il s'agit par cette démarche de leur faire prendre des responsabilités, de les rendre plus forts pour qu'ils deviennent acteurs et décideurs dans l'entreprise et dans le syndicat.

JLH : Des objectifs pour l'avenir ?

C.G : Un congrès du syndicat, donner des responsabilités à plus de Camarades, former tous les syndiqués…

JLH : Penses-tu qu'il faille utiliser l'exemple du syndicat Carrefour Market 77 pour « régler » le problème des isolés dans les ULs ?

C.G : Je pense que nombre de syndiqués individuels peuvent être regroupé en syndicat professionnel local.
Ce que nous avons fait n'est pas applicable à la lettre pour tous, mais il on peut envisager un syndicat local des employés de commerces de Provins ou de Montereau par exemple.
Nous pourrions regrouper tous les salariés d'entreprises de moins de 50 sur une ville et les organiser.
Je pense qu'il ne faut pas se mettre de barrière et être créatif.

Réforme des Rythmes scolaires

D'autres solutions sont possibles !

Parce que nous avons le souci :

- *à la fois des élèves, des enseignants et de leur bien-être respectif,*
- *des attentes des usagers de l'Ecole,*
- *de l'ensemble des intervenants dans l'Ecole (personnels territoriaux, animateurs, éducateurs, bénévoles…) et de leurs conditions de travail.*

Nous disons que cette réforme des rythmes n'est pas bonne car :

- ✓ Elle ne résout pas le problème de la fatigue des enfants,
- ✓ Elle ne leur permet pas d'accéder à des découvertes culturelles, artistiques ou sportives de qualité, de façon équitable, en toute sécurité, sur l'ensemble du territoire,
- ✓ Elle se fait à l'encontre des conditions de travail de tous les personnels,
- ✓ Elle aggrave la décentralisation dans l'Ecole et fait glisser les missions d'enseignement de l'Education nationale vers les communes.

Pour toutes ces raisons, nous disons
NON à la REFORME PEILLON !

A la CGT Educ'action, nous voulons une réforme qui :

- ❖ Résulte d'une large concertation avec l'ensemble des acteurs de l'École,
- ❖ Garantisse la réelle gratuité de l'école et le cadrage national de ces rythmes *(pour l'équité entre les territoires et les usagers),*
- ❖ N'entraîne pas une régression des droits et des conditions de travail des personnels,
- ❖ Mette fin à la semaine de 4 jours de Darcos car elle est néfaste pour les élèves,
- ❖ Déconnecte le temps des élèves (26h) de celui des enseignants (18h),
- ❖ Supprime l'APC et marque la reprise en main de la difficulté scolaire par des enseignants spécialisés (RASED complétés et développés sur l'ensemble du territoire),
- ❖ Combatte les vraies raisons de la fatigue des élèves : *classes surchargées, bâtiments non adaptés, temps en collectivité très long, ennui des apprentissages vides de sens (programmes indigestes de 2008 devant être abandonnés),*
- ❖ Supprime le zonage des vacances et respecte l'alternance stricte 7 semaines de classe et 2 semaines de vacances.

Mutuelle Familiale

Entre nous, la solidarité

NOTRE MUTUELLE, C'EST COMME UNE FAMILLE.

On protège les salariés, on accompagne les acteurs de l'entreprise.
Bref, on se serre les coudes.

OFFRES ENTREPRISES

POUR GARANTIR L'ACCÈS AUX SOINS POUR TOUS,
NOUS POUVONS FAIRE BEAUCOUP ENSEMBLE !

www.mutuelle-familiale.fr

Adhérente MUTUALITÉ FRANÇAISE

Merci aux collaborateurs de la Mutuelle Familiale qui ont posé pour ces photos.

Mutuelle livre régie par le Code de la mutualité – Siren 784 442 915 – Document non contractuel – Octobre 2013 – Conception : ByRiverayGiacomi – Crédits photo : © Olivier Rollet

LA MACIF VOUS ASSURE, LE SAVIEZ-VOUS ?

Adhérez, militez : vous êtes protégés !

Être syndicaliste, aujourd'hui plus que jamais, c'est un engagement de tous les instants. C'est pourquoi, quand vous choisissez de défendre les intérêts des salariés, nous sommes à vos côtés pour soutenir et sécuriser votre action militante.

Les Organisations syndicales font confiance à la Macif depuis près de 30 ans pour assurer l'activité syndicale de leurs adhérents et militants. Pourquoi pas vous ?

Quelle que soit votre mission, des contrats existent pour faciliter votre engagement militant.
Contactez-nous : partenariat@macif.fr

Crédit Photo : Gerhard Linnekogel / Eyesee

Document non contractuel. Garanties proposées sous réserve des exclusions mentionnées aux contrats.
MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 2 et 4, rue Pied de Fond - 79037 Niort cedex 9.

MACIF

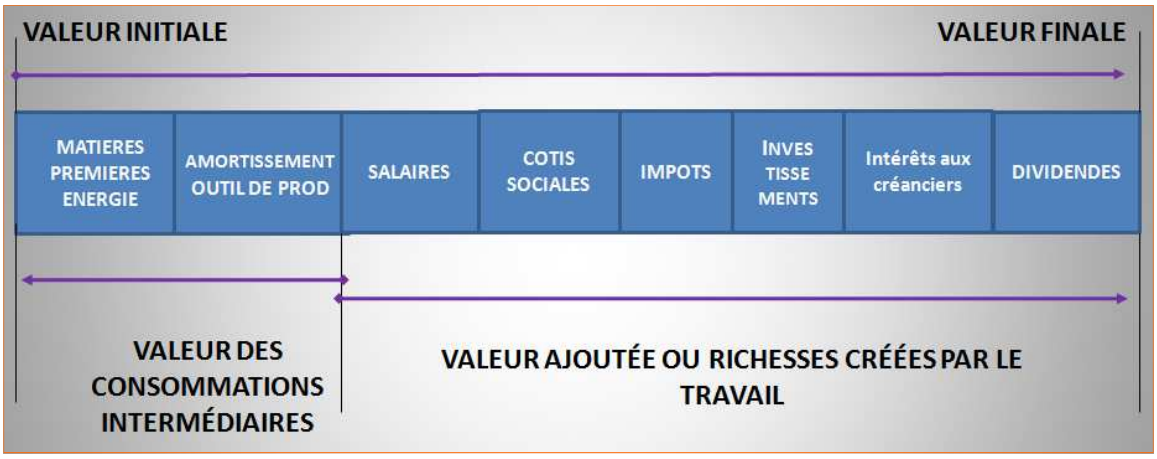
LA SOLIDARITÉ EST UNE FORCE

LE TRAVAIL n'est pas un coût, il crée la RICHESSE

Pour CRÉER des marchandises ou des services, il faut :

⇒ Des matières premières, de l'énergie…
⇒ Un outil de production et des locaux,
} *Consommation*

⇒ Des salariés car aucune richesse n'est créée sans travail humain.



La valeur ajoutée = RICHESSE créée par le TRAVAIL :

Valeur ajoutée = Valeur des biens et services produits - Valeur des consommations intermédiaires.

Elle est composée :

⇒ **Des salaires nets,**
⇒ **Des cotisations sociales employeurs et salariés,**
] ← **Rémunération du travail**

⇒ Des impôts payés par l'entreprise,
⇒ Des investissements nécessaires au développement de l'entreprise.

⇒ **Intérêts versés aux créanciers, les entreprises ont recours au crédit pour fonctionner,**
⇒ **Les dividendes, c'est la rémunération que s'accordent les actionnaires**
] ← **Coût du capital**

UD CGT 77 – 15 rue Pajol – 77007 MELUN CEDEX – 01.64.14.26.77 – Fax : 01.64.14.26.81 –
Mail : udcgt77@wanadoo.fr – Site : http://cgt77.fr/ *23 octobre 2013 – ne pas jeter sur la voie publique*

Les salaires sont-ils trop élevés en France ?

Une étude (salaire emploi 2012) de L'Insee montre que le coût unitaire du travail dans l'industrie manufacturière est identique en France et en Allemagne.

L'une accumule les déficits, l'autre les excédents.

En Allemagne (championne des exportations) dans l'automobile le « coût du travail » est le plus élevé d'Europe 43,14 € contre 33,38 € en France (+29 %).

Les raisons de la faiblesse des exportations en France ne se trouvent donc pas dans le «coût du travail».

Enfin l'étude considère «qu'à moyen terme le taux de cotisations sociales employeur n'est pas un déterminant du coût horaire».

Dans l'industrie que représente le travail ?

La part sociale dans nos produits est le montant total de ce qui est perçu par le salarié pour l'entreprise.

Elle représente :

- 5% dans un navire
- 10% dans une voiture
- 24% dans un avion
- 6% dans l'industrie électronique
- 19% dans la fabrication d'appareil pour le médical
- 3 à 4% dans un téléphone portable
- …

Par contre la « norme » de rentabilité pour les actionnaires est fixée à 15% de plus value (de bénéfice net).

Les entreprises n'auraient pas d'argent donc l'Etat devrait les aider

Des aides aux entreprises colossales (presque 10% du PIB)

Pour attirer les capitalistes et les encourager à investir pour gagner de l'argent, l'Etat leur donne chaque année environ 200 milliards d'euros.

- **35 Md€ de «dépenses fiscales»,**
- **71 Md€ de «modalités particulières de calcul de l'impôt»,**
- **31 Md€ d'allègements et d'exonérations de cotisations sociales,**
- **26 Md€ d'exemptions d'assiette,**
- **10 Md€ de dispositifs divers dits «non chiffrés».**

Des aides inefficaces :

- **Depuis 40 ans, nos impôts aident les entreprises pour créer des emplois et baisser le chômage**
- **Résultat nous avons plus de 5 millions de chômeurs et 8 millions de pauvres**
- **Le 1er CDI à 30 ans**

Les exonérations de cotisations sociales dites Fillon apparaissent sur les fiches de paye des salariés qui gagnent jusqu'à 2.1 SMIC, qu'est ce que cela représente pour vous ou dans votre entreprise?

Quelques exemples d'aides perçues pour la filière automobile:

- **CIR 620 à 780 millions d'€ par an,**
- **Prime à la casse 1 milliard d'€ (2009 et 2010),**
- **Exonération de cotisations 160 millions d'€/an ,**
- **Suppression de la taxe professionnelle 130 millions d'€/an.**

Les RICHESSES captées par le CAPITAL

La destruction d'emplois industriels, le développement de la précarité, les politiques d'austérité salariales basées sur le « coût du travail » sont des facteurs ayant entraîné la crise économique actuelle.

C'est le coût du capital qui pénalise l'économie

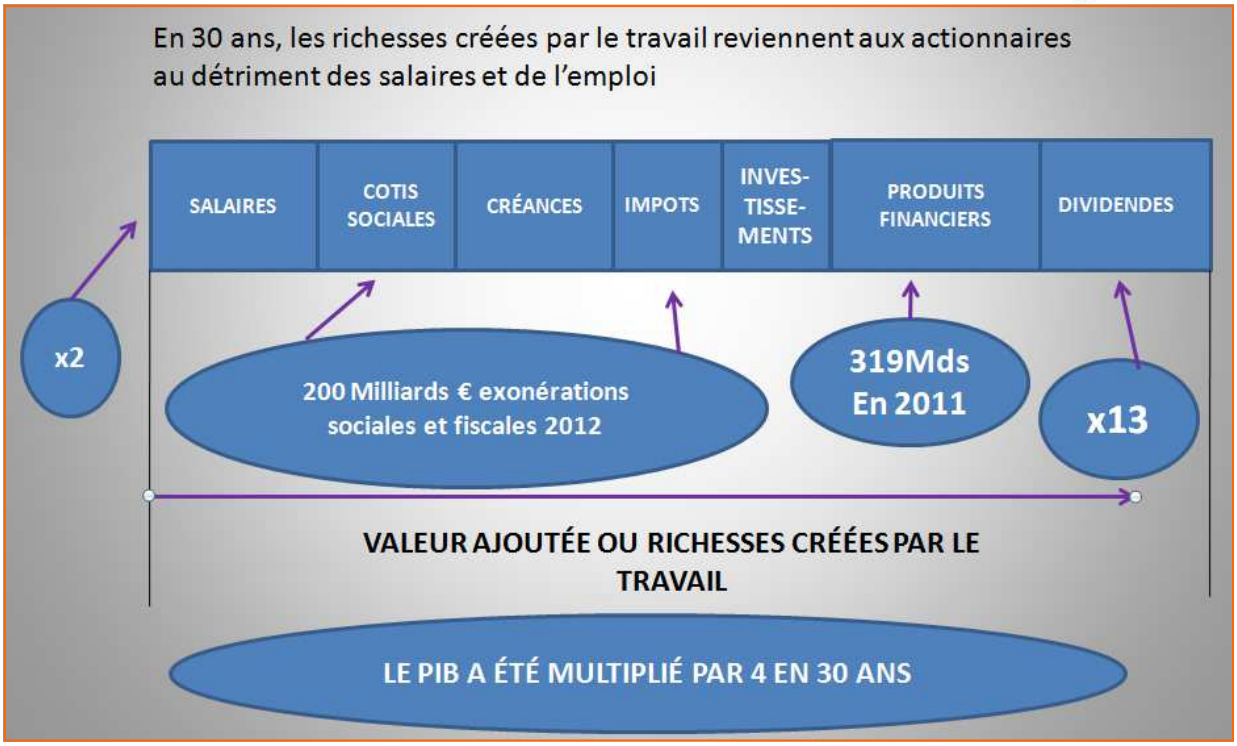
Depuis 25 ans, les dividendes versés aux actionnaires progressent plus vite que le salaire moyen
En l'espace de 25 ans, le salaire moyen n'a même pas doublé, alors que le montant des dividendes versés aux actionnaires a été multiplié par treize.

Gagnons une autre répartition des richesses

En 2012 les dividendes versés aux actionnaires des entreprises non financières s'élèvent à plus de 200 Mds€,

Les exonérations de cotisations sociales et fiscales pour les entreprises à 200 Mds €

Les produits financiers des entreprises s'élèvent à 318 Mds € pour 2011 (*source économie et politique*)



Pour sortir de la crise il faut augmenter tous les salaires.

En résumé, la rémunération du travail n'est pas à l'origine de la perte de compétitivité.

Par contre, le coût du capital (dividendes et intérêts financiers) capte les richesses créées par le travail au détriment des salaires (consommation), l'investissement, l'innovation et la recherche. C'est là que se situe la perte de compétitivité.

Le surcoût du capital, ce sont les 200 milliards d'€ d'exonérations de cotisations sociales et fiscales pour les entreprises mais aussi les aides publiques (sans aucune contrepartie) versées par les régions et départements.

Gagner une autre répartition des richesses, c'est d'abord augmenter tous les salaires, pensions et minima sociaux pour relancer l'économie.